

**ARRET N°005
DU 20/03/2017**

**MATIERE:
COMMERCIALE**

REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

CHAMBRE COMMERCIALE SPECIALISEE

**APPELANTE:
- Dame Fatchima
Daddy Gaoh, la
Société ONYX et
autres**

La Cour d'Appel de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du 20(vingt) Mars deux mil dix-sept, tenue au palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt N°005, dont la teneur suit :

**INTIME :
- SANI SABO
GADO
HADI ALI
MAAZOU**

ENTRE

- Dame Fatchima Daddy Gaoh, la Société ONYX et autres : Ayant pour conseil Maître NIANDOU KARIMOUN et Maître Ismaril Tambo, Tous des Avocats à la Cour;

Appelantes d'une part ;

PRESENTS

**- GAYAKOYE SABI
ABDOURAHAMANE ET
PRESIDENT**

**- ABDOU IDI
CONSEILLER**

- SANI SABO GADO;
- HADI ALI MAAZOU;
Ayant pour conseil Maître Ladédji Flavien Fabi, Avocat à la Cour;

**- Mme DIALLO
RAYANATOU
LOUTOU**

Intimés, d'autre part

**- M. MAHAMADOU
SEYDOU SOULEY**

**- M. ALKELAL
ELHDI HAMI**

**SANS QUE LES PRESENTES QUALITES PUISSENT NUIRE OU
PREJUDICIER AUX DROITS ET INTERETS RESPECTIFS DES PARTIES
EN CAUSE MAIS AU CONTRAIRE SOUS LES PLUS EXPRESSES
RESERVES DE DROIT ET DE FAIT**

**JUGES
CONSULAIRES**

LA CHAMBRE

**ME N'FANA NANA F.
GREFFIERE**

Attendu que par exploit d'huissier du 04/08/2016 les nommés Fatchima Daddy Gaoh, société ONYX Développement, société Afripart, Aichatou Sylla, Youssif Madougou, Mariama Djibo Madougou et Amadou Sanoussi tous actionnaires de la STA (Société de Transformation

Alimentaire), assistés de Maitres Niandou Karimou et Ismaril Tambo Moussa, tous avocats à la Cour, ont interjeté appel contre le jugement N°30 du 28/07/2016 rendu par le Tribunal de Commerce de Niamey qui, statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en premier ressort a :

- reçu les exceptions de nullités soulevées par les défendeurs;
- déclaré régulière l'assignation du 03/11/2015;
- reçu Sani Sabo et Hadi Maazou en leur action;
- reçu également la demande reconventionnelle des défendeurs ;
- déclaré nulles le Procès-verbal ainsi que les résolutions de l'A.G.O (Assemblée Générale) tenue le 29/08/2015 ;
- débouté les défendeurs de toutes leurs demandes ;
- mis les dépens à la charge des défendeurs ;
- Averti les parties de leur droit d'Appel dans un délai de 08 jours ;

Faits et Procédure

Le 29 Septembre 2015, les actionnaires de la STA avaient tenu une Assemblée Générale sur convocation du Président du conseil d'Administration en date du 14/09/2015 en application des dispositions de l'acte Uniforme sur les sociétés Commerciales et le groupement d'intérêt économique (GIE).

Etaient présents ou représentés à l'A.G.O, les actionnaires suivants:

- 1°) Mme Cissé Fatchima Daddy Gaoh;
- 2°) Mahamane Sani Sabo Gado;
- 3°) Hadi Ali Maazou ;
- 4°) Afripar représentée par Guillaume de Rubercy;
- 5°) ONYX Développement représentée par Cissé Fatchima
- 6°) M.Gérard Mangoua, représenté par Cissé Fatchima;
- 7°) Mme Sylla Aichatou représenté par Cissé Fatchima

L'Assemblée Générale ordinaire s'était bien déroulée sous la direction de Mme Cissé Fatchima Daddy tandis que Maazou Ali Hadi et Sani Sabo Gado étaient respectivement rapporteur et scrutateur. Ainsi, en l'absence de toute contestation, observation ou réserve, un procès-verbal et un texte de résolutions ont été adoptés.

Deux mois après l'AGO Hadi Ali Maazou et Sani Sabo Gado ont saisi le Tribunal de Grande Instance hors Classe de Niamey en annulation des procès-verbaux et résolution issus de cette AGO. Ils font valoir à l'appui de leur prétention la violation des articles 538, 540, 549 et 550 de l'acte uniforme sur les sociétés et les GIE.

Suite au dessaisissement du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, la procédure a été transférée devant le Tribunal de Commerce

de Niamey qui, le 28/07/2016, a rendu le jugement dont appel.

Prétentions et arguments des parties

- Les nommés Fatchima Daddy Gaoh et consorts, appelants, assistés de Me Niandou et Me Tambo, ont en la forme soulevé l'exception de nullité de l'assignation en invoquant la violation des Articles 135 et 435 du Code de Procédure Civile, en ce que l'assignation ne mentionne pas le nom de la juridiction compétente;
- quant au fond, ils ont fondé leur demande d'annulation ou d'infirmerie du jugement attaqué sur la violation du principe selon lequel « il n'y a pas de nullité sans texte » ; qu'ils font remarquer que les mentions qui doivent figurer sur la procuration n'ont pas été prescrites à peine de nullité par l'Article 538 de l'AU/SC/GIE; que l'article 618 de l'AU/SC/GIE n'a pas mentionné les Articles 538, 540, 549 et 550 de l'Acte Uniforme sur les sociétés et les GIE dans la liste des dispositions dont la violation est sanctionnée par la nullité;
- qu'ils ont à titre reconventionnelle, demandé la condamnation de Hadi Ali Maazou et Sani Sabo Gado à leur verser la somme de 30.000.000 frs à titre des dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire;

Les intimés, assistés de Maître Flavien, ont pour leur part, fait remarquer que le premier juge a fait une bonne application des articles 538, 540 et 550 de l'AU/SC/GIE et ont demandé la confirmation du jugement attaqué en se remettant à leurs écritures de première instance;

EN LA FORME

Attendu que les parties sont toutes représentées à l'audience par leur conseil; qu'il y'a lieu de statuer contradictoirement ;

Sur l'exception de nullité de l'assignation:

Attendu que les appelants ont soulevé l'exception de nullité de l'assignation du 03/11/2015 ; qu'ils soutiennent que celle-ci ne comporte pas la mention de la juridiction compétente exigée à peine de nullité par les articles 135 et 435 du Code de Procédure Civile;

Attendu qu'il ressort de l'Article 435 du Code de Procédure Civile invoqué que l'assignation doit comporter à peine de nullité « l'indication de la juridiction devant laquelle la demande est portée ainsi que les date et heure de l'audience »;

Attendu qu'en l'espèce, l'assignation du 03/11/2015 comporte bien le nom du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey statuant en

matière civile et commerciale à la date de cet exploit d'huissier; que part la suite, le dossier a été Transmis au Tribunal de Commerce installé en juin 2016 à Niamey;

Attendu que l'Article 135 est sans aucun lien avec la cause de nullité invoquée;

Attendu qu'il ne ressort pas des faits de la cause, la violation des Articles 135 et 435 du Code de Procédure Civile, qu'il y'a lieu de rejeter l'exception de nullité de l'assignation;

Sur la recevabilité de l'Appel

Attendu que l'appel de Mme Fatchima Daddy Gaoh et consorts ainsi que leur demande reconventionnelle ont été introduites dans le respect des règles de forme et de délai ; qu'il y'a lieu de les recevoir ;

AU FOND

Sur la nullité du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire (l'A.G.O) du 29/09/2015 et les résolutions qui en sont issues.

Attendu que Mme Fatchima Daddy Gaoh et consorts demandent l'annulation ou l'infirmité du jugement attaqué en faisant valoir que ledit jugement a été rendu en violation des Articles 618, 538 de l'AU/SC/GIE; qu'ils font remarquer que l'Article 618 sus-évoqué n'a pas prévu l'Article 538 sur la liste limitativement énumérés dont la violation entraîne la nullité ; qu'il a en outre précisé que l'Article 538 de l'AU/SC/GIE n'a nulle part assorti de nullité, une procuration qui ne comporte pas des mentions déterminées;

Attendu que pour leur part, les nommés Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou ont soutenu que suite à l'AGO du 29/09/2015, Mme Fatchima Daddy Gaoh et Guillaume de Rubercy avaient représenté respectivement ONYX développement et la société Afripar avec des procurations nulles; car ne comportant pas les mentions relatives aux formes et sièges sociaux des sociétés représentées ; que de ce fait, le procès-verbal et les résolutions issus de l'AGO doivent être déclarés nuls ; que c'est pourquoi ils demandent la confirmation du jugement;

Mais attendu que l'Article 538 n'a nulle part assorti de nullité les omissions aux mentions que doivent comporter une procuration pour toute personne devant représenter un actionnaire à l'AGO de la société ; que mieux, l'Article 618 de l'AU/SC/GIE a limitativement énuméré les dis-

positions dont la violation entraine la nullité sans y inclure les Articles 538, 550 et 540 de l'AU/SC/GIE ;

Attendu qu'en annulant le Procès-verbal de l'AGO du 29/09/2014 ainsi que les résolutions qui en sont issues en se fondant sur ce qu' « en principe, les textes sont édictés pour être respecté et toute violation encourt sanction même si par ailleurs d'autres violations encourent des sanctions expresses» le premier juge a fait une mauvaise application de l'Article 538 et violé le principe juridique selon lequel « il n'ya pas de nullité sans texte »; qu'il y'a lieu d'infirmer le jugement attaqué;

Attendu qu'il résulte du dossier de la Procédure que tous les actionnaires ont été présents ou représentés à l'AGO du 29/09/2015 qu'aucune contestation quant à la régularité de la participation de tel ou tel participant n'a été relevée ; que le procès-verbal et les résolutions qui en sont issues ont été signés par Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou qui étaient d'ailleurs les membres du bureau de séance lors de l'AGO, une occasion à laquelle ils auraient dû contester les procurations données par Afripar et ONYX ; qu'il s'y ajoute que les sociétés représentées qui ont intérêts n'ont jamais remis en cause les procurations ; qu'il y'a lieu dès lors de déclarer régulière l'AGO du 29/09/2015 et les résolutions qui en sont issues;

Sur la demande reconventionnelle de Mme Fatchima Daddy Gaoh et consorts

Attendu que Mme Fatchima Daddy Gaoh et consorts ont demandé la condamnation de Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou à leur verser la somme de 30.000.000 frs à titre des dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire;

Attendu, qu'aucun texte de loi n'a pu être invoqué pour établir la nullité de l'AGO;

Attendu que l'action tardive de Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou étant nécessairement abusive et vexatoire, et a occasionné un préjudice aux appelants; qu'il y'a lieu de les condamner à leur verser la somme de 500.000 frs à titre de dommages et intérêts;

Attendu qu'il y'a lieu de débouter les parties de toutes autres demandes fins et conclusions;

Attendu que Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou ont succombé au procès ; qu'il y a lieu de les condamner aux dépens;

Attendu que toutes les parties ont le droit de se pourvoir en cassation; qu'il y a lieu de les informer sur ce qu'elles peuvent y procéder par requête écrite déposée au greffe de la Cour d'Appel de Niamey dans un délai d'un mois.

PAR CES MOTIFS

**La Chambre commerciale,
Statuant publiquement, contradictoirement en matière
commerciale et en dernier ressort;**

- **Reçoit l'appel de Mme Fatchima Daddy Gaoh et consorts, régulier en la forme;**
- **Rejette l'exception de nullité de l'assignation;**
- **Infirme le jugement attaqué;**
- **Déclare régulière l'assemblée générale ordinaire du 29/09/2015 et valables, les résolutions qui en sont issues;**
- **Reçoit la demande reconventionnelle de Mme Fatchima Daddy Gaoh et consorts et la déclare fondée;**
- **Condamne les intimés à payer à Dame Daaddy Gaoh et consorts, la somme de 500.000 frs (cinq cent mille francs) à titre de dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire;**
- **Condamne les intimés aux dépens;**
- **Avertit les parties de leur droit de se pourvoir en cassation par requête au greffe de la Cour d'Appel de Niamey dans un délai d'un mois.**

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel de Niamey, les jour, mois et an que dessus.-

Et ont signé : LE PRESIDENT ET LA GREFFIERE.

-Suivent les signatures-